



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« Installation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une
puissance de 990 kWc »
sur la commune de Nantes-en-Ratier
(département de l'Isère)**

Décision n° 2026-ARA-KKP-6454-
N_16285

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2026-132 du 19 mai 2026 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2026-047 du 20 mai 2026 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-6454-N_16285, déposée complète par la société Altarea Energies Renouvelables le 5 mai 2026, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 22 mai 2026 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de Isère le 20 mai 2026 ;

Considérant que le projet consiste à implanter une centrale photovoltaïque d'une puissance de 990 kWc sur les parcelles C303, C304, C305, C306, C307, C308, C309, C310, C311, C332 et C333 sur la commune de Nantes-en-Ratier (38) ;

Considérant que le projet prévoit les aménagements suivants, avec une durée de travaux d'environ 6 mois :

- aménagement des accès au parc ;
- débroussaillage et terrassement de la zone d'implantation du parc ;
- création d'une zone de chantier et mise en place d'une clôture (d'environ 500ml), la superficie clôturée étant de 1ha ;
- pose des fondations et des structures, avec une hauteur de panneaux comprise entre 1,1 et 2,8m et un espace inter rangées d'environ 3m ;
- pose des câbles et raccordement ;
- pose du poste de transformation et de livraison ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 30. « *Installations photovoltaïques de production d'électricité ; Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc* » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet est localisé :

- sur une ancienne carrière non exploitée depuis environ 12 ans, sur des parcelles recolonisée par le milieu naturel ;

- au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type 2 « Massif du Grand Serre et du Tabor de la Matheysine » et à proximité immédiate de la Znieff de type 1 « Vallée de la Roizonne » ;

Considérant qu'en matière de biodiversité et milieux naturels :

- le dossier ne contient pas de pré-diagnostic écologique, le pétitionnaire indiquant que le projet est situé sur une ancienne carrière et donc un milieu « fortement anthropisé, susceptible de présenter une fonctionnalité écologique limitée » ;
- le projet est néanmoins localisé en bordure d'un massif boisé, sur des parcelles ayant été recolonisées par la végétation depuis l'abandon de l'exploitation de la carrière il y a environ 12 ans, dans un secteur dans lequel la base de données Biodiv'AURA identifie une certaine richesse écologique du secteur ;
- le projet prévoit des mesures d'évitement et de réduction des incidences du projet sur l'environnement parmi lesquelles :
 - la délimitation des emprises du projet et le respect des limites fixées ;
 - l'adaptation du calendrier de travaux avec la réalisation du défrichement/abattage entre début septembre et fin février, aux périodes moins sensibles pour la biodiversité ;
 - la gestion des espèces exotiques envahissantes afin d'empêcher leur prolifération ;
- en l'état, le dossier ne permet pas de s'assurer de l'absence d'enjeux notables relatifs à la biodiversité et aux milieux naturels, et les mesures prévues ne permettent pas de s'assurer de l'absence d'incidences négatives notables du projet sur la biodiversité et les milieux naturels ;

Considérant qu'en ce qui concerne le paysage :

- le dossier indique que le projet ne devrait pas être de nature à porter atteinte au patrimoine paysager ;
- néanmoins le dossier ne présente pas les éventuels enjeux (distance aux habitations les plus proches, visibilité du projet depuis ces habitations et les axes routiers à proximité, photomontages...) ni les mesures prévues afin de limiter les éventuelles incidences du projet sur le paysage et le cadre de vie des riverains ;
- en l'état le dossier ne permet pas de s'assurer de l'absence d'incidences négatives notables du projet sur le paysage ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet d'Installation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 990 kWc situé sur la commune de Nantes-en-Ratier est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment de :
 - réaliser un pré diagnostic écologique permettant d'identifier les enjeux relatifs à la biodiversité et aux milieux naturels ;
 - préciser si besoin les mesures d'évitement et de réduction prévues et d'en prévoir de nouvelles afin de s'assurer de l'absence d'incidences négatives notables du projet sur les milieux naturels et la biodiversité ;
 - préciser les éventuels enjeux relatifs au paysage, et le cas échéant de prévoir des mesures d'évitement et de réduction adaptées ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'Installation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance de 990 kWc, enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-6454-N_16285,

présenté par la société Altarea Energies Renouvelables, concernant la commune de Nantes-en-Ratier (38), **est soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour le préfet, par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,
la cheffe du service CIDDAE

Anais BAILLY
anais.bailly

Signature numérique de
Anais BAILLY anais.bailly
Date : 2026.06.09
17:43:58 +02'00'

Anaïs BAILLY

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr soit par voie postale à l'adresse susmentionnée

- Recours contentieux

Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte relatif à l'autorisation (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)